

Direction régionale et Interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France

Unité territoriale des Yvelines

**Récépissé de notification de cessation d'activité
Société CYCLADIS à Sartrouville**

**Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 février 2001 autorisant la société Solairprint à exploiter un centre de transit et de tri de cartouches d'impression usagées, de matériels informatiques et de piles usagés situé 43-49 rue Léon Jouhaux à Sartrouville soumis à la législation des installations classées sous les rubriques suivantes :

installation ou activité soumise à autorisation

- Station de transit de déchets assimilables à des résidus urbains (2 t de cartouches laser usagées
1,5 t de matériels informatiques usagés) - n°322-A
- Station de transit de déchets provenant d'installations classées (210 kg de piles usagées
1 t de cartouches à jet d'encre usagées) - n°167-a

Vu le récépissé du 18 mars 2002 donnant acte à la société CYCLADIS de sa déclaration de succession pour l'exploitation des activités ci-dessus ;

Vu la visite d'inspection du 28 mai 2008 constatant que le site susvisé n'était plus exploité et les locaux étaient vides et propres;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juin 2008 mettant en demeure la société CYCLADIS de déclarer la cessation de son activité au 43-49 rue Léon Jouhaux à Sartrouville ;

Vu le courrier du 22 juillet 2012 par lequel la société CYCLADIS déclare la cessation définitive de ses activités situées 43-49 rue Léon Jouhaux à Sartrouville depuis du 20 mai 2008 et transmet un mémoire de cessation d'activité comprenant :

- la déclaration de transfert des déchets vers le site de Gennevilliers dûment autorisé,
- la déclaration de nettoyage du sol par balayage et aspirateur,
- la déclaration de remise des locaux au propriétaire la SCI Atlantis Haussman.

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 décembre 2014 suite à l'examen du dossier de cessation d'activité ;

Considérant que le mémoire relatif à la cessation d'activité transmis le 22 juillet 2012 par l'exploitant répond aux dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la transmission du mémoire permet de considérer que l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 juin 2008 a été suivi d'effet ;

Considérant que les actions visant à la mise en sécurité du site sont satisfaisantes et ont été effectivement mis en œuvre ;

Considérant que les renseignements fournis par l'exploitant sont suffisants pour délivrer le récépissé prévu par l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;

Qu'en conséquence il convient de délivrer le récépissé prévu par ledit texte ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

DONNE ACTE à la société CYCLADIS de sa déclaration de notification de cessation de ces activités situées 43-49 rue Léon Jouhaux à Sartrouville. Il ne devra subsister sur le site de l'installation aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Des arrêtés complémentaires pourront ultérieurement être prescrits s'il s'avérait que des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, subsistaient.

Fait à Versailles, le - 6 JAN. 2015
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de l'unité territoriale des Yvelines


Henri Kaltembacher